



© 2023 Les Echos Publishing

Dans un but de clarification et de simplification, les différentes lois applicables à l'exercice en société des professions libérales réglementées (avocats, notaires, experts-comptables, architectes, géomètres-experts, médecins, vétérinaires, etc.), notamment aux sociétés d'exercice libéral (SEL) et aux sociétés civiles professionnelles (SCP), viennent d'être regroupées au sein d'un seul et même texte, en l'occurrence une ordonnance du 8 février 2023.

Si cette ordonnance reprend en grande partie les règles actuelles, elle introduit toutefois un certain nombre de dispositions nouvelles. Voici celles qui concernent les sociétés civiles professionnelles.

Précision : ces nouveautés entreront en vigueur le 1^{er} septembre 2024.

Transformation d'une SCP en une société d'une autre forme

Actuellement, faute de disposition légale prévue en la matière, la transformation d'une SCP en une société d'une autre forme est décidée par les associés selon les règles de majorité fixées par les statuts.

À compter du 1^{er} septembre 2024, elle devra être décidée à la majorité des deux tiers des associés, sauf si une clause des statuts prévoit une majorité différente.

Précision : un décret pourra, pour chaque profession, fixer la

majorité qui, à défaut de clause contraire des statuts, sera requise pour transformer une SCP en une société pluri-professionnelle d'exercice (SPE) ou pour participer, par voie de fusion, à la constitution d'une telle société, existante ou nouvelle.

Régularisation de la situation d'une SCP unipersonnelle

Actuellement, lorsqu'une SCP se retrouve composée d'un seul associé, elle n'est pas dissoute de plein droit. Mais tout intéressé peut demander sa dissolution dès lors que la situation n'est pas régularisée dans le délai d'un an.

Rappel : une SCP doit comprendre au moins deux associés.

À compter du 1^{er} septembre 2024, le délai pour régulariser sera porté à 2 ans. Et le tribunal saisi d'une action à cette fin pourra même accorder un délai qui pourra aller jusqu'à 3 ans, contre 6 mois seulement actuellement. L'associé qui se retrouvera seul au sein d'une SCP disposera donc de temps supplémentaire pour régulariser sa situation, donc pour trouver un nouvel associé ou changer la forme de sa société.

[Art. 29 et 30, ordonnance n° 2023-77 du 8 février 2023, JO du 9](#)

© 2023 Les Echos Publishing